



"Travailleurs de tous les pays,
unissons-nous !" Karl Marx

RENAULT Cléon

Le 19/02/2013

La viande de cheval ne tue pas, mais le capitalisme, si !

Tests ADN, Interpol, brigades policières : l'Union Européenne a sonné le branle-bas de combat. Que cherche-t-elle ? Les fortunes cachées qui échappent au fisc ? Les spéculateurs qui jouent l'économie au casino ? Non, il s'agit de débusquer de la viande de cheval dans les plats cuisinés.

La fraude est choquante. Qu'une entreprise remplace secrètement le bœuf par du cheval, moins cher, pour augmenter ses bénéfices, est inacceptable. Cette tromperie démontre que, même dans un secteur théoriquement très surveillé, les fraudes sont banales. Et on ne peut plus dire, comme le laissaient entendre certains, pétris de préjugés, que cela vient de Roumanie. La fraude est bien de chez nous puisque c'est une entreprise française qui a fait valser les étiquettes.

Nous apprenons aussi, au passage, que la viande hachée est du "minerai", composé de "déchets de muscles, d'os, de collagène". L'appât du gain est décidément peu ragoûtant... Que sont-ils prêts à nous faire avaler, pour leurs profits ?

Pour comprendre ne serait-ce que le circuit de la viande, il a fallu une enquête policière car l'affaire met en scène cinq pays, deux courtiers en viande, quatre entreprises et des produits vendus dans toute l'Europe via quelques grandes marques de plats cuisinés et plusieurs grands noms de la distribution. Et tout ce beau monde vit en prélevant sa part sur les travailleurs de la filière et sur les consommateurs, dans l'opacité la plus totale, couverts par le sacro-saint secret commercial.

Oui, le contrôle est nécessaire, et pas seulement sur l'étiquetage alimentaire ! Le capitalisme et la recherche du profit font bien d'autres victimes, à une tout autre échelle et dans de tout autres domaines. Alors, il faut imposer un contrôle bien plus général, un contrôle à l'échelle de l'ensemble de la vie économique.

Ce contrôle doit être exercé par les travailleurs eux-mêmes et, pour qu'il puisse être effectif, il faut lever le secret des affaires. L'État peut déployer tous les appareils bureaucratiques qu'il veut, seuls les travailleurs peuvent au jour le jour assurer un contrôle efficace et tirer la sonnette d'alarme avant que le mal soit fait.

Mais pour cela, il faut que les travailleurs puissent rendre publiques les décisions dont ils sont témoins.

Aujourd'hui, un salarié qui dénonce ce qui se passe dans son entreprise est certain de se retrouver à la porte ou en justice. C'est pourquoi il faut supprimer le secret commercial et reconnaître aux travailleurs le droit de dire ce qu'ils savent de leur entreprise.

Plus qu'un droit au contrôle, il faudrait parler de devoir civique, car c'est la seule façon de dénoncer et d'empêcher les crimes patronaux. Et tous les crimes patronaux ! Car si les scandales sanitaires, celui de la vache folle, du Mediator, sont unanimement dénoncés, il n'en va pas de même pour les crimes sociaux.

Les victimes sont pourtant bien réelles. Faut-il rappeler que, chaque jour, deux salariés meurent au travail dans le pays ? On estime que 3 000 à 5 000 décès par an sont imputables à l'amiante : aucun responsable n'a été identifié et jugé à ce jour.

Licencier et condamner au chômage de plus en plus de travailleurs est aussi un crime social. Combien de travailleurs sont broyés par une vie de chômage et de galère faite de petits boulots payés une misère ? Combien sont brisés par l'exploitation ?

Pour justifier leurs crimes, les dirigeants des grands groupes mentent de façon éhontée. Le PDG de PSA, celui d'Arcelor Mittal, ont menti pendant des années. Aujourd'hui encore, ils cachent les vrais comptes de leur trust. Ils annoncent des pertes pour justifier des fermetures d'usines mais la cote de leur groupe a monté à la Bourse, et on peut faire confiance aux actionnaires pour ne pas s'y tromper.

Les dirigeants de l'économie peuvent impunément maquiller leurs comptes et cacher les fortunes personnelles qu'ils retirent de l'exploitation.

Eh bien là aussi, il faut imposer un contrôle. Il y a bien des secrétaires, des techniciens, des comptables, des ingénieurs, révoltés par les agissements de leur direction qui sont contraires aux intérêts des salariés, de la population ou de l'environnement.

Supprimer le secret des affaires permettrait d'en finir avec le chantage patronal. Les travailleurs pourraient rendre publiques leurs informations, et ils sauraient à quoi s'en tenir. Ils pourraient anticiper et s'organiser face aux attaques patronales.

La question du contrôle doit concerner l'ensemble de l'économie car il ne s'agit pas seulement de maîtriser ce que l'on met dans nos assiettes, mais de prendre la maîtrise de notre vie.

LA DIRECTION A TOUJOURS PEUR DES GRÉVISTES

Hier, une nouvelle fois, nous nous sommes retrouvés nombreux sur les piquets de grève sur l'ensemble de la journée.

Avec les annonces chiffrées de la très bonne santé financière de Renault, le projet d' « accord de compétitivité » est encore plus insupportable !

La direction envisage de faire 500 millions d'économie sur notre dos, alors qu'elle va verser 500 millions de dividendes aux actionnaires qui sont des parasites vivants de notre travail.

Les grévistes ont eu encore raison de se faire entendre.

NOTRE FORCE, C'EST LA GRÈVE !

La direction a dû reculer sur le fait de nous imposer une mobilité obligatoire. C'est le résultat des grèves à Cléon et sur les autres sites !

Les réunions au sommet entre les organisations syndicales et la direction ne sont que du cinéma !

La seule chose que craint la direction, c'est quand les travailleurs se mettent en colère et ne produisent plus les bénéfices avec lesquels se gavent les actionnaires.

Oui, notre force, c'est notre nombre quand on fait grève !

SACRIFICE MON ŒIL !

Ghosn a annoncé à toute la presse qu'il était prêt à faire un sacrifice si le projet de la direction était signé.

Beaucoup de journalistes ont repris complaisamment le mensonge d'une baisse de salaire du PDG.

En réalité, celui-ci propose seulement de geler 30 % de la part variable de son salaire de 2012, et de la récupérer en 2016.

Ça s'appelle une entourloupe.

RENAULT N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI RICHE

La direction du groupe a annoncé avoir fait, en 2012, 1,74 milliard de profits. Mais si on ajoute 600 millions de « cash flow » supplémentaires, 2 milliards de trésorerie en plus, un endettement de 300 millions qui se transforme en une créance de 1,2 milliard, c'est au total plusieurs milliards qu'a gagnés Renault en 2012.

Et la hiérarchie ainsi que certains syndicats nous racontent qu'il faut accepter des sacrifices pour sauver l'entreprise... Ils se foutent carrément de nous !

ILS BOIVENT LE CHAMPAGNE

Les actionnaires toucheront 508 millions de dividendes au titre de 2012, soit plus que l'an

passé. On comprend que l'action ait gagné 8 % jeudi 14 février.

Si les actionnaires sont si heureux, c'est également en prévision de profits encore supérieurs les prochaines années. Ils attendent avec impatience que « l'accord de la honte » qu'est l'accord dit de compétitivité, soit signé... si bien sûr il est signé !

QU'IL VIENNE LE DIRE EN FACE DES GRÉVISTES !

Moinard, ancien directeur de la fonderie de Cléon, est aujourd'hui directeur de l'usine de Sandouville.

Voici ce qu'il a écrit à l'encadrement de Sandouville à propos des grévistes : « Il est important de ne pas lâcher car je suis persuadé qu'ils vont s'user. »

Il en rajoute même : « Je trouve cela pitoyable mais cela montre aussi que le mouvement s'essouffle car pour faire sortir les gens en grève il faut maintenant leur offrir un repas et des boissons ! »

Ce monsieur, lui, mange tous les jours au resto avec l'argent qu'il gagne sur le dos des salariés.

DEUX CAMPS OPPOSÉS

Des milliards de bénéfice, 32% de hausse pour les actionnaires, 13,5 milliards de liquidités disponibles, mais la direction nous parle de sacrifices nécessaires pour la bonne marche de l'entreprise.

Comme si nous avons le moindre intérêt en commun avec ces gens-là. Ils profitent de la crise pour faire du chantage et faire encore plus de bénéfices sur notre dos.

Ces gens-là sont nos ennemis !

QUI SONT LES CASSEURS

La direction de PSA pleurniche sur les prétendues « violences » des grévistes d'Aulnay.

La télé repasse depuis trois semaines la même image d'une portière enfoncée... Elle interviewe des cadres d'autres usines, envoyés pour intimider les grévistes, et qui se plaignent d'être mal accueillis.

En face d'eux, des travailleurs qui ont relevé la tête, et qui se défendent courageusement et dignement.

Ceux qui font tout pour mettre des travailleurs au chômage se font passer pour des victimes innocentes... avec la complicité des médias.

**Si ce bulletin t'a plu
Fais le lire autour de toi !**